

La Révolte

N°86
Décembre 2022

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



En décembre 2021, nous dénoncions déjà les intentions du candidat Macron vis-à-vis des chômeurs : « Le candidat Macron leur annonce : la guerre reprend, nous allons mettre au pas ceux qu'il faut exploiter et qui doivent payer la crise en sacrifiant tout le temps de leur vie. Pour y parvenir, il faut préparer l'opinion : désormais la France se divise entre les laborieux et les fainéants. »¹. La réforme de l'assurance chômage qui vient d'être adoptée nous donne malheureusement raison. En réduisant la durée d'indemnisation, l'objectif du gouvernement est double : faire passer les chômeurs pour des fainéants et les obliger à accepter n'importe quel emploi quel qu'en soit les conditions. A celles et ceux qui seraient tentées d'approuver ces mesures, nous adressons cet avertissement : cette attaque va toucher tous les travailleurs et, plus largement, la société tout entière.

En suggérant que la durée de l'indemnisation doit dépendre du contexte économique et de la demande d'emploi, le gouvernement essaie de faire passer une remise en question fondamentale de nos droits pour un simple ajustement contextuel, sous-entendant, au passage, qu'il faut forcer les chômeurs pour qu'ils acceptent un emploi. Mais l'assurance chômage n'est pas un privilège que la société daignerait accorder mais un droit pour celles et ceux qui ont travaillé et qui se retrouvent sans emploi. Le chômeur est un salarié qui a travaillé et cotisé avant de recourir à cette assurance. Réduire le temps d'indemnisation après avoir réduit les rémunérations, c'est voler l'ensemble des salariés de ce pays qui payent chaque mois pour pouvoir éventuellement bénéficier de l'assurance chômage. Que dirait-on d'une mutuelle qui dirait « maintenant on rembourse moins et moins longtemps, il n'y a pas de raison de tomber malade puisque la pandémie est passée » ?

Tant que cela arrange les patrons, la loi de l'offre et de la demande est présentée comme le sacro-saint. Mais cela s'arrête avec leurs intérêts : à ce moment-là l'Etat chienchien est prié d'intervenir. En juin dernier, le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, comptait sur la réforme de l'assurance chômage pour résoudre les difficultés de recrutement des entreprises. Il déclarait ceci : « Les Français n'ont plus le même rapport au travail depuis la pandémie (...) les salariés portent plus d'attention aux conditions de travail. Et ils sont prêts à refuser des postes » et d'avouer : « le rapport de force est en faveur des salariés. »² Les effets de la baisse des rémunérations n'ayant pas suffi, on réduit aujourd'hui la durée d'indemnisation... Pendant des années, on entendait : « si t'es pas content, y'en a qui attendent » maintenant qu'ils n'attendent plus, l'Etat légifère pour rééquilibrer le rapport de force en faveur des patrons. Ainsi, ce ne sont pas seulement les chômeurs qui sont touchés mais tous les travailleurs car il s'agit bien de rétablir le patronat dans une position de force pour qu'il puisse refuser de céder à leurs revendications. D'ailleurs, quand Macron entend attaquer les retraites, il répond encore au patron des patrons qui se lamente : « la population vieillit et donc les départs en retraite vont être plus importants que le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail ».

Derrière cette question de l'assurance chômage c'est toute une idéologie inquiétante qui transpire : « les français n'ont plus le même rapport au travail », « les jeunes, principalement les diplômés, sont plus exigeants sur la qualité de vie, la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Ils n'hésitent pas à prendre un congé sabbatique d'une année ». Que déplore le patron du Medef et avec lui le gouvernement ? Le droit des individus à se poser des questions et à décider de la vie qu'ils souhaitent mener, au lieu de se soumettre à la dictature du marché ? Un homme, une femme, ne serait qu'une unité de production sans plus de droit sur sa vie qu'une machine ? C'est bien la liberté qui est attaquée par le totalitarisme pervers d'un système vicié.

¹ Editorial, La Révolte n° 76, décembre 2021.

² « Les pistes du président du Medef pour pallier les difficultés de recrutement des entreprises », Florian FAYOLLE, Challenges, 4 juin 2022.

UN PEU D'HUMANITE QUAND-MÊME !

Marseille, 8 novembre 2022 : SOS MÉDITERRANÉE exhorte les autorités maritimes françaises à assigner un port sûr pour le débarquement des rescapés bloqués à bord de l'Ocean Viking depuis 18 jours – « La situation à bord de l'Ocean Viking a atteint un seuil critique. Nous sommes maintenant confrontés à des conséquences très graves, y compris des risques de pertes de vies humaines. Les rescapés et l'équipe sont épuisés physiquement et psychologiquement par plus de deux semaines de blocage en mer. Il s'agit désormais d'une urgence humanitaire nécessitant une réponse immédiate ».

Entre le 22 et le 26 octobre, le navire de sauvetage Ocean Viking a secouru 234 femmes, enfants et hommes, dont plus de 40 mineurs non accompagnés et quatre enfants de moins de 4 ans, trouvés en danger grave et imminent en mer, sur six embarcations impropres à la navigation et dangereusement surchargées. Après avoir demandé quotidiennement la désignation d'un lieu sûr à tous les centres de coordination de sauvetage (RCC) concernés, il est inexplicable qu'aucune solution n'ait pu être trouvée rapidement. L'Ocean Viking a d'abord contacté les RCC maritimes des régions dans lesquelles ont été mené les opérations de sauvetage (Libye et Malte). Face à un silence assourdissant, conformément au droit maritime, le RCC le plus à même d'assigner un lieu sûr a été ensuite contacté... à savoir l'Italie.

Mais le nouveau gouvernement élu semble avoir imposé une interdiction implicite et discriminatoire d'entrée dans les eaux territoriales à tous les navires de recherche et de sauvetage opérés par des ONG et, surtout, n'a pas attribué de lieu sûr malgré les nombreuses demandes officielles. De fait, SOS MÉDITERRANÉE a été contraint d'élargir leurs demandes d'assistance pour trouver un lieu sûr aux RCC les plus à même de les aider, en France, en Espagne et en Grèce. Mais une fois de plus, pendant près d'une semaine, aucune réponse n'a été donnée à l'Ocean Viking. Il aura fallu attendre le week-end du 11 novembre pour voir la France proposer une solution. Toutefois, il ne faut pas se leurrer, il ne s'agit pas ici d'un cadeau de Noël que Macron aurait fait avant l'heure à ces rescapés ! Sachant que le navire devait arriver dans les eaux internationales près de la Corse le 10 novembre, il eut été difficile à la France de refuser le débarquement des naufragés, d'autant plus après les propos «

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

acides » tenus par Macron envers le gouvernement Italien.
«Un peu d'humanité quand même!» (suite)

Ces derniers jours, les lois maritimes et humanitaires ont été violées de manière flagrante. Tous les rescapés secourus d'une situation de détresse en mer sont vulnérables. Leur sauvetage n'est pas terminé tant qu'ils n'ont pas été débarqués dans un lieu sûr. Donner l'ordre aux navires de sauvetage de quitter les eaux territoriales italiennes alors que des rescapés sont toujours à bord, comme cela a été demandé à Humanity 1, met en péril la sécurité de ceux qui restent bloqués à bord. Trois rescapés empêchés de débarquer du Geo Barents ont sauté par-dessus bord en désespoir de cause, lundi 7 novembre.

La solution extrême amenant les ONG à élargir leurs demandes est le résultat d'un échec critique et dramatique de tous les Etats membres de l'Union européenne et des États associés à faciliter la désignation d'un lieu sûr. Au moins 1 337 personnes ont été portées disparues sur la route migratoire de la Méditerranée centrale cette année, selon le projet « missing migrants » de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). La plupart des 88 000 personnes qui sont arrivées par la mer en Italie en 2022 ont été secourues par les garde-côtes italiens et d'autres navires de sauvetage dirigés par l'État italien ou sont arrivées de manière autonome. 15 % de ces personnes ont été secourues par des navires d'ONG.

Le changement de gouvernement en Italie rajoute aux difficultés rencontrées par les navires d'ONG en Méditerranée... toutefois, les péripéties de l'Océan Viking ont au moins permis de remettre sur le devant de la scène la question de l'accueil des demandeurs d'asile. Bien entendu, ce sont surtout les propos extrêmes qui ont été relayés par les médias (c'est plus vendeur !). D'un député RN qui propose pour les sauver « qu'ils rentrent chez eux ! » à un Colomb irritable qui nous revient sur le devant de la scène car il s'inquiète que l'accueil réservé par la France aux rescapés de l'Océan Viking « ouvrirait une brèche » ... ben on est bien barrés ! Pas grand monde pour parler des raisons qui amènent tant de personnes à tenter la traversée au péril de leur vie (que ce soit en Méditerranée ou dans la Manche), pas grand monde pour parler du trafic organisé par les passeurs, pas grand monde pour rappeler que ce sont pour beaucoup les associations qui s'occupent des demandeurs d'asile... et pas un média pour rappeler que de déposer le pied sur le sol de notre pays afin de pouvoir voir examinée sa demande d'asile est un droit élémentaire... Non, bien sûr !!! (Au contraire, sur M6 on a pu entendre dans la bouche de la présentatrice de leur journal qu'à bord il s'agirait de « clandestins »... mais d'où ces personnes seraient-elles « clandestines » ? Elles ont été recueillies à bord, elles n'y ont pas grimpé en catimini, et elles veulent demander l'asile en Europe de façon tout à fait transparente !).

Que fait Bayrou des multiples casquettes ?

Paris Match a récemment publié un portrait de François Bayrou en pas moins de 4 pages. On y apprend d'entrée qu'il « sait tout sur tout, toujours ! ». La preuve, il y parle de géothermie, puis d'équitation, des palombes fumées au miel, d'Henri IV au point qu'il semble l'avoir connu... il relie Nietzsche, mais il déteste Annie Ernaux (notre prix Nobel de Littérature) « dont il connaît peu l'œuvre ». Il mange avec les doigts des frites à la graisse de canard... tout ça !

Ah oui, on allait oublier. Maire de Pau, Président de l'Agglo, Président du Modem, il est aussi Haut Commissaire au Plan depuis 2020 et vient d'être nommé au poste prestigieux de secrétaire général du CNR (Conseil National de la Refondation) créé sur une idée d'Emmanuel Macron.

Avec la même efficacité que le Commissariat au Plan qu'il dirige début Novembre, il a réuni les parlementaires de la (relative) majorité présidentielle pour les inviter à faire vivre le fameux CNR. Et là, une députée Renaissance du Nord, Violette Spillebout raconte : « Il veut que nous cassions les codes, que nous ayons des idées, mais, jusqu'ici ce n'est pas facile. » On comprend.

Et quelles idées, d'ailleurs ? Pourquoi faire ?... François Bayrou, ... témoigne un autre député, « nous a donné son numéro de portable pour que nous lui transmettions les bonnes idées. Il faut bien reconnaître que cela nous a paru bizarre ».

Le 19 Octobre sur France Inter, François Bayrou trouvait « profondément dérangeant qu'il y ait des gens pour se servir de la situation générale pour en tirer des atouts particuliers ». Pensait-il au PDG de Total, Patrick Pouyanné dont le salaire a été récemment augmenté de ... 52 % ? Eh non, ce sont les grévistes qui, selon lui manquent de sens civique et « qui se servent des raffineries et des stations-services pour obtenir des avantages salariaux ». Relancé par le journaliste sur la taxation des hauts salaires ? « L'idée qu'on va aller cibler des gens qui ont des responsabilités importantes pour les désigner à la vindicte populaire, je ne veux pas y participer ».

On se disait aussi... Comme l'a d'ailleurs précisé le PDG de Stellantis, Carlos Tavares, « je suis un salarié comme les autres »... à 19 millions par an !

Suffit-il de collectionner les hautes responsabilités pour être efficace ? Puisqu'il relit Nietzsche, François Bayrou pourra méditer sur cette citation du philosophe : « Que d'hommes se pressent vers la lumière, non pas pour voir mieux mais pour mieux briller. »

Jean-Claude Marcou-Soulé

Ta révolte sur notre blog :
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>

Voici un appel que nous relayons, pour plus d'informations, vous pouvez aller sur notre site consulter l'article «OVNIran made in France»: <http://cnt-ait-pau.fr/ovniran-fabrique-en-france/>

Appel collectif à la solidarité avec les insurgés d'Iran.

« Si partout dans le monde des insurrections s'allument, s'éteignent et se ravivent sous les prétextes les plus divers, c'est qu'elles répondent moins à la hantise du panier vide des ménages qu'à un mobile plus puissant, qui est la volonté de millions d'être de vivre selon la liberté de leurs désirs. Or ce sont ces désirs, dont les enfants héritent en naissant, qu'un système économique et social fondé sur le profit a entrepris de réprimer en désertifiant la terre qui les nourrit.

Déjà les zapatistes du Mexique, les Gilets jaunes de France, la résistance du Rojava avaient montré que l'obstination d'être là dans la tranquille obstination de la vie toujours renaissante dispensait de verser dans l'idéologie de la victoire et de la défaite qui a si longtemps placé les révolutions sous l'enseigne de la mort.

Ce qui se passe en Iran illustre une situation qui empêche tout retour en arrière. Le mouvement n'a que faire de pétitions, il se passe de ces manifestations cathartiques où l'on rentre à la maison une fois le devoir accompli, il a besoin de la prise de conscience d'individus anonymes confrontés au choix de vivre ou de disparaître. Ce sont ces individus autonomes qui feront basculer vers la vie un monde qui n'a eu d'existence que mortifère. Il suffit que leur pensée rayonne.

Elle brisera les tentatives de récupération que la gabegie étatique et mondialiste met en œuvre en ignorant un phénomène d'une radicale nouveauté : la lutte a changé de base. »

Lutte contre les militants écolos + évasion fiscale (cinéma ce soir)+ pénurie des aliments pour animaux : Un lien ?

Une circulaire juste votée me fait froid dans le dos : conçue spécialement envers les militants écolos qui utilisent « la violence ». La seule violence que j'ai vu en vallée d'Aspe, quand on stoppait les camions, c'est ce gendarme qui a ba-lancé le téléphone d'une militante pacifiste qui filmait, comme la loi le lui permet.

J'ai vu la violence d'Etat lorsqu'on a bloqué pacifiquement le metting de Total à Pau sur l'extraction du pétrole Offshore. Et je comprends que face à toutes ces violences, face à tous ces arrêtés jugés illégaux qu'un préfet remet en place de suite, certains dans nos rangs deviennent violents, en réponse à la violence originelle. Dommage que ce soient les représentants de la loi qui trinquent pour des décisions qu'ils ne prennent pas, oui.

Mais, la loi est déjà existante contre la violence. J'y lis dans cette circulaire : « traitement judiciaire spécifique » !

Pourquoi en faire une spécialement pour les militants écolos alors ?
Pour ne plus respecter la même loi pour tous ?
Et pour stigmatiser la rébellion qui monte.

Rappels éclairants :

Un député a proposé que les associations dont les militants envahissent des lieux (champs OGM etc.) n'aient plus leurs dons défiscalisés : <https://www.actu-environnement.com/ae/news/agribashing-PLF2023-penilisation-fiscale-association-40488.php4>

Un autre avait proposé que les riches (cols blancs) qui commettent des infractions n'aient pas en prison : <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/couacs/2014/06/04/25005-20140604ARTFIG00193-l-amendement-avorte-de-l-ump-pour-epargner-la-prison-aux-cols-blancs.php> C'est le cas en Suisse, même si certains se sont élevés contre ce passe droit : <https://blogs.letemps.ch/jacques-neiryck/2013/01/22/pas-de-prison-pour-les-delinquants-en-col-blanc/>

Par contre, contre l'évasion fiscale, rien n'avance... Excellent documentaire au Luxor ce soir à 20 h, j'y vais sans faute : <https://www.cinefil.com/film/la-tres-grande-evasion>

Je vois une justice à 2 vitesses, qui protègent la loi du marché au dépend des plus faibles, de l'environnement et de ceux qui veulent protéger l'environnement.

Mais les gilets jaunes avaient démarré sur la hausse du prix de l'essence. Cette hausse est de retour sur nombre de produits, et la dernière : la pénurie des aliments pour animaux.

Sachant combien les gens aiment leurs animaux, les mouvements sociaux pour une redistribution des richesses pourraient fleurir ;-)

PS : cette hausse et raréfaction des aliments pour animaux est due à une conjoncture :

- guerre en Ukraine = raréfaction et hausse du prix des céréales entrant dans la composition des aliments), baisse des cheptels
- crise dans l'agriculture accentuée par la sécheresse) les agriculteurs diminuent leur cheptel,
- raréfaction car utilisés pour de nouvelles filières pour les restes d'animaux (abats etc...) et céréales entrant dans la composition des aliments : il est plus rentable de les transformer en gaz (méthanisation) ou biocarburants
- grippe aviaire et porcine = des millions d'animaux abattus car le système productiviste des animaux facilite la transmission de ces maladies
- sans oublier pour les céréales les spéculateurs qui stockent pour faire augmenter la demande par rapport à l'offre, donc le cours à la bourse et vendre une fois ce cours au plus haut...

« Quatre entreprises, ADM, Bunge, Cargill et Dreyfus, contrôlent 70 à 90 % du commerce mondial de céréales. Ces entreprises font désormais aussi des acquisitions dans d'autres secteurs : semences, engrais, distribution, etc.

Le secteur alimentaire est devenu étroitement lié au secteur financier et les prix y sont désormais déterminés essentiellement par la spéculation. » <https://www.solidaire.org/articles/les-veritables-causes-de-la-crise-alimentaire-mondiale>

Le lien entre tout cela est bien notre système marchand qui dysfonctionne et est soutenu par nos dirigeants.

Je vous parlerai bientôt du marché juteux des énergies renouvelables qui déferlent jusqu'en Béarn... Jusqu'ici, tout va bien, oui... mais soutenues par de l'argent public qui va inonder de grosses firmes, et installées sur des zones naturelles, là, c'est contre productif, sauf pour la grosse firme.

La Pigouille béarnaise